

Le retour d'un « État fort », solution à la crise économique ?

Emmanuel Macron, président de la dérégulation, du recul de la puissance publique, semble avoir changé de discours et promouvoir désormais un retour du contrôle des marchés et de l'État¹. Des raisons politiciennes n'y sont sûrement pas étrangères ; après une crise sanitaire et maintenant économique, une demande de protection des citoyennes et des citoyens va se traduire dans la rhétorique de nombreux représentants politiques par un retour en force de l'État-stratège mobilisant l'industrie et la nation face à un défi d'ampleur. Cette conversion de façade aux « bienfaits » de l'État s'étend au-delà des rangs de La République en Marche (LREM). On retrouve un tel appel au retour de l'État dans tout le spectre politique, de la gauche (ce qui ne surprend guère) à la droite (et parfois, c'est plus inattendu !).

« Au secours, l'État doit intervenir ! » Tour d'horizon des diverses positions.

Les Républicains retrouvent ainsi les vieux habits du gaullisme et l'on peut déjà l'entendre dans la bouche du numéro 3 des Républicains déclarer que « *L'idée que l'argent serait la seule échelle de valeur, et que l'État n'a plus aucun rôle à jouer. On a tué l'idée d'État. On a dit qu'il était un problème, on l'a dépouillé et disqualifié* »². Des propos qui surprennent, surtout si l'on repense aux positions du très libéral candidat à la présidentielle de 2017, François Fillon.

Le Rassemblement national (RN) assume quant à lui l'idée d'un nationalisme transcendant les oppositions de classe avec un État autoritaire qui s'occuperait de quelques industries et contrôlerait ses frontières tout en restant vague sur le concret de ses propositions.

Il est présenté dans les deux cas comme le retour à des années 1970 mythifiées... alors qu'il s'agit pour les uns d'un enrôlement national dans une guerre économique au profit du capital (capital qui n'a pas grand-chose de national), pour les autres il s'agit d'un enrôlement fédéraliste européen, toujours dans une guerre économique de la même nature.

Pour certains à gauche aussi, le « retour de l'État » est exigé, Ainsi le Parti Socialiste, à travers la voix d'Olivier Faure exige « *d'ouvrir les vannes de la dépense publique pour éviter la récession* » à un plan de relance et une forte impulsion budgétaire (mais sans préciser si cette impulsion budgétaire sera ou non soumise à des conditions³) Quant à la France Insoumise, elle réclame « *la nationalisation temporaire de toute entreprise en difficulté agissant dans un domaine dont la production est reconnue comme essentielle dans la période* ».

¹ Cf. Discours d'Emmanuel Macron du 12 mars 2020

² Cf. Albertini D. (2020), « Planification, "révolution des salaires" : les idées-choc du numéro 3 de LR » *Libération*, 30 mars.

³ Faure O. et Furbury P.-A. (2020), « Olivier Faure : "Il faut un plan de relance massif qui donne la priorité aux premiers de tranchées" », *Les Échos*, 1^{er} avril.

Ces divers discours sur le retour d'un « État fort » amènent cependant à se poser plusieurs questions :

- Quel serait alors le périmètre d'intervention de cet « État fort » ?
- Au service de qui intervient-il ?
- Une intervention de l'État est-elle en soi progressiste et suffisante pour faire avancer l'émancipation des travailleurs-ses et répondre à la crise ?
- Quelles sont les conditions pour qu'une intervention de l'État soit progressiste ?

Macron et les capitalistes défendent-ils un « État fort » ?

Ne nous y trompons pas. L'idée d'un État fort est sincère chez les néolibéraux. La conception profonde du néolibéralisme, c'est qu'il faut un État fort... au service du capital et pour organiser les marchés et imposer leurs règles. Ne nous y trompons pas. Le capitalisme monopoliste d'État (CME) est loin d'avoir disparu. Au contraire, sa crise s'exacerbe, elle atteint un paroxysme où ses aspects progressistes s'estompent de plus en plus tandis que l'État est plus que jamais mobilisé pour le capital. Et pas seulement par la police ou le code du travail, mais aussi par l'argent. Exemple, les plus de 200 milliards d'aides aux profits des entreprises, auxquels la pérennisation du CICE a ajouté une nouvelle touche.

Souvenons-nous ainsi qu'après chaque crise économique, les dirigeants capitalistes ont affirmé dans leur rhétorique un encadrement des marchés financiers et un retour de la puissance étatique.



En 2008, Nicolas Sarkozy plaidait pour la reconstruction d'un « *capitalisme régulier et régulé où des pans entiers de l'activité financière ne sont pas laissés à la seule appréciation des opérateurs de marché* »

Les promesses n'engagent décidément que ceux qui les croient...

On peut ensuite noter que les **tartuffes qui demandent aujourd'hui d'être solidaires des soignants sont les mêmes qui hier ont voté pour progressivement réduire la capacité d'action des services publics et de la sécurité sociale en diminuant progressivement leurs recettes** (suppression de l'ISF, *flat tax*, multiples exonérations de cotisations sociales qui permettent de financer les hôpitaux).

De fait, **le retour de l'État qu'ils prônent semble n'être rien d'autre qu'un *come-back* à la conception la plus réactionnaire du CME..**

On l'observe bien avec l'appel aux dons pour financer les hôpitaux ou la recherche de vaccins. C'est le capital lui-même, et les grandes fortunes, qui doivent décider de ce qu'il faut faire pour la santé de la population. La puissance publique est pour eux un acteur qui peut répondre aux besoins sociaux contemporains ... mais c'est le capital qui doit directement décider. **Après avoir dépecé l'hôpital, ils font appel à la charité afin de financer la santé plutôt que d'augmenter le budget des services publics.** Voilà leur conception d'un « État fort »...



Gérald DARMANIN ✓

@GDarmanin

Je lance un grand appel à la solidarité nationale. Une plateforme de dons sera mise en ligne pour permettre à tous ceux qui le peuvent, particuliers ou entreprises, d'apporter leur contribution à l'effort de solidarité de la nation envers les plus touchés.

Les défenseurs d'un « État fort » ont une vision particulière du périmètre d'action de l'État et de son rôle. Il serait d'ailleurs bien erroné de penser que cette intervention est uniquement régalienne. Ils utilisent bel et bien l'État et son budget dans le domaine économique au service d'une classe.

Un « État fort » au service du capital.



BFM Eco ✓

@bfm_eco

Peut-on faire travailler ses salariés bénévolement pour aider à l'effort national de production?

#BFMBusinessAvecVous



La rhétorique de *l'union sacrée* vise justement à légitimer une intervention économique de l'État, présenté comme un acteur impartial et agissant toujours et par nature pour l'intérêt général.

Casse du droit du travail, travail gratuit, congés forcés pendant le confinement, subvention sans conditions aux entreprises, le plan de relance de Macron est pourtant une véritable politique de classe destiné à faire payer aux travailleurs la crise économique déjà en cours⁴.

⁴ *Macron au secours du capital*, [article en ligne sur le blog d'économie et politique](#)

Des nationalisations « temporaires » sont aussi envisagées pour éponger les dettes de certaines grandes entreprises en difficulté.

Nationalisations pour faire face à la crise du coronavirus : "Il ne faut pas avoir de tabou en la matière", affirme le président du Medef

Geoffroy Roux de Bézieux, le leader du syndicat patronal, a notamment évoqué la situation d'Air France : "Il est légitime que l'État français vienne à son secours."



Ce n'est pas la première fois que l'État est utilisé pour socialiser les pertes, sans remettre en cause les logiques de profit, ou pour assurer un minimum de réponse à l'intérêt général, quand ne pas y répondre menacerait par trop la survie du système lui-même.

En 2010, après le transfert aux États des dettes⁵ des banques et des entreprises, ces derniers ont argué de leur endettement pour justifier des politiques d'austérité, c'est à dire de réduction des dépenses publiques... à l'origine du manque actuel de personnels de santé, de lits d'hospitalisation, de masques, etc.

Après la crise de 2020, nul doute que Macron mettra en place ces mêmes politiques d'austérité ; certes, le secteur de la santé sera probablement épargné mais l'éducation, les politiques sociales ont fort à craindre.

Du côté du Rassemblement national, si les modalités diffèrent, on conçoit aussi l'État comme étant au service du capital à une échelle nationale.

La question n'est donc pas tant d'un « retour de l'État » mais plutôt quelles politiques sont mises en place pour quelle action de l'État et au service de quel but ?

À gauche, face au recul des services publics, nous nous contentons parfois de revendiquer uniquement, et de façon incantatoire, une intervention de l'État. Nous devons aussi nous interroger sur ses limites et les conditions pour sortir de la crise si profonde et faire avancer véritablement l'émancipation de tou.te.s et des travailleurs-ses.

⁵ Les subprimes

L'intervention de l'État n'est pas en soi porteuse de progrès social

Suite à la crise de 2008, la politique monétaire expansive n'a pas conditionné la création d'argent à des critères précis. Résultat : les sommes importantes de monnaie créées ont alimenté la croissance financière : spéculation boursière, délocalisations, rachats spéculatifs d'entreprises existantes.

De même, les nationalisations de certains secteurs peuvent avoir des limites. Comme évoqué dans l'article de Denis Durand, [Nationaliser pour aider à combattre le capital, pas pour le sauver !](#), l'État peut gérer une entreprise nationalisée selon la même logique qu'une entreprise privée. Les nationalisations peuvent aussi être un moyen pour les capitalistes de socialiser les pertes, autrement dit de faire payer par le contribuable les risques pris par eux.

Une politique budgétaire subventionnant les entreprises en difficulté sans aucune remise en question des logiques de profit régulant nos économies n'est en rien transgressive. L'intervention de l'État doit être un des moyens de changer les logiques de fonctionnement du système économique.

De façon générale, on ne peut réduire le débat économique à un couple *État* versus *marché* où les seules questions seraient « Quelle activité doit être exercée par l'État ? Quelle activité doit être exercée par le marché ? ».

Il ne faut pas oublier les acteurs majeurs que sont les entreprises et les banques qui exercent concrètement le pouvoir du capital sur les salarié-e-s en faisant les choix concernant la production (Quel investissement sera financé, les salaires seront-ils augmentés etc.). **Une intervention seule de l'État sera insuffisante pour remettre en cause les logiques de profit.** Ce sont les travailleurs et les citoyen.ne.s qui doivent avoir eux même le pouvoir de faire des choix démocratiquement concernant la production par le levier nouveaux pouvoirs dans les entreprises, dans les territoires, par de nouvelles institutions.

Nous ne pouvons faire l'économie de la réflexion sur les espace d'exercice du pouvoir en dehors de l'État. C'est précisément ce que commence à engager la demande, dans l'urgence, de création de commissions départementales et régionales de « démocratie sanitaire dans les territoires », agissant sur les services publics, et sur l'utilisation de l'argent des entreprises, portée par les 100.000 signataires de [la pétition « Des milliards pour l'hôpital par pour le capital](#)

[MR. PROPAGANDE]



Lutter contre la crise économique doit passer par un pouvoir pour les travailleur-euses appuyé par l'État avec des objectifs clairs :

Une politique véritablement progressiste implique certes un retour de l'État, mais pas n'importe comment, et pas uniquement. Le pouvoir économique concernant la production doit notamment être exercé par les travailleurs dans de nouvelles institutions. Si ce retour de l'État ne s'inscrit pas dans une politique plus large, celui-ci pourrait bien être un instrument dans les mains du capital contre les travailleurs et les travailleuses. L'État doit appuyer :

- **De nouveaux pouvoirs sur les entreprises, et dans l'immédiat :**
 - **l'interdiction des activités non essentielles pendant le confinement**
 - **la mobilisation voire la réquisition des industries clés pour la santé**
- **Un développement du budget des services publics et notamment dans le secteur de santé** (voir nos propositions précises dans d'autres articles)
- **Des nationalisations de secteurs stratégiques couplées à des pouvoirs des travailleurs pour mettre en œuvre de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale et écologique, alternatifs à ceux de la rentabilité financière.**

Les nationalisations ne doivent pas être temporaires, l'État n'a pour fonction d'éponger les dettes et remettre les clefs dans les mains des capitalistes quand la rentabilité sera rétablie..

Les entreprises nationalisées ne doivent pas être gérées par la recherche de profit. De nouveaux critères de gestion visant la satisfaction des besoins sociaux et écologiques doivent être mis en place. Ils doivent valoriser l'efficacité du capital engagé, c'est-à-dire la production se réalise en économisant au maximum le capital, les ressources naturelles et le travail nécessaire afin de les libérer pour d'autres usages.

- **Des aides des entreprises en difficulté et notamment des PME conditionnées à une autre politique d'emploi, de production et d'investissement, à commencer, durant la crise, par l'interdiction de licenciement et de versement de dividendes**

Contre la folle logique de Bruno Lemaire de distribuer les subventions aux entreprises sans condition que dénonçait Frédéric Boccara dans [*L'Humanité*](#), les aides aux entreprises doivent être conditionnées : à l'interdiction des licenciements pendant la crise sanitaire, l'interdiction de verser des dividendes et, à long-terme à la mise en place de ces nouveaux critères de gestion dont nous parlions pour les entreprises nationalisées.

- **La mobilisation des banques pour une toute autre sélectivité que celle du profit et de la sauvegarde de la valeur du capital : une bonification sélective pour les prêts aux investissements développant l'emploi et la création efficace de richesses écologiques**
- **Une BCE qui baisse ses taux ... non pas pour n'importe quels prêts, mais pour ceux qui développent les services publics ou pour ceux qui développent le crédit aux investissements créateurs d'emploi et efficaces ; et qui rend dissuasifs les prêts pour spéculer ou délocaliser.**

Bref, une toute autre démocratie, plutôt qu'un État fort pour le capital.